Jeudi 1er mars 1979 – No 1041

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Moscou et Hanoï isolés à l'ONU

A L'ONU, une motion majoritaire soutenue par les pays du tiers monde demande le retrait simultané des troupes vietnamiennes du Cambodge et chinoises de Vietnam. Pékin se déclare prêt à souscrire à cette demande. Hanoï refuse par l'intermédiaire du veto soviétique.

Totalement isolé à l'ONU, Hanoï a perdu en quelques années d'alignement sur Moscou, tout le capital de sympathie qu'il s'était acquis auprès des peuples du monde lors de son héroïque résistance à l'agression américaine.

Ceux-ci dénoncent aujourd'hui le Vietnam pour son invasion du Cambodge.

Seuls en France, les dirigeants du PCF, qui s'obstinent dans leur alignement sur Moscou, tentent de présenter le Vietnam comme une victime pacifique. Leur appel à la solidarité est un abus de confiance.

Voir pages 3 et 4

1978 Saïgon : des conseillers militaires soviétiques.

Idées fausses, idées justes

DE quel maux souffrons-nous ? Vous répondrez avec colère, avec douleur : les licenciements, le chômage, l'austérité avec son cortège de hausses et de bas salaires, l'insécurité qui tue quotidiennement au travail. En un mot et sans hésitation, vous répondrez : la politique de Giscard et Barre. Et bien non, nous n'y êtes pas. C'est le premier ministre qui le dit avec l'assurance et la suffisance qu'on lui connait : ce dont nous souffrons, c'est d'une somme *« d'idées fausses »* qui viennent compromettre notre fragile bon sens.

Idées fausses ? C'est croire par exemple qu'on peut réduire le temps de travail en maintenant les salaires. C'est croire qu'on peut embaucher des effectifs complémentaires dans la fonction publique. Bref, tout ce qui se rapporte de près ou de loin aux revendications ouvrières relève de l'erreur de jugement. *« Idées fausses et idées forces dans la France d'aujourd'hui »*, tel était le thème de l'exposé du mandarin Barre. Notre homme qui a l'habitude de parer son discours réactionnaire de précisions scientifiques indiquait avec finesse que *« les idées fausses sont celles qui ne sont pas vérifiées par l'expérience »*. Tout à fait exact. Quant aux idées justes, qui sont celle vérifiées par l'expérience, nous en avons un certain nombre à son service.

C'est le système capitaliste et ses inévitables crises qui sont responsables du chômage (voir page 5 l'article de Catherine Lemaire sur la crise de 1929). C'est seulement par la lutte unie, résolue et en refusant toute solidarité « nationale » avec leurs exploiteurs que les travailleurs peuvent préserver en période de crise, leurs conditions d'existence. C'est par la force et nullement grâce à des contre-projets de politique industrielle qu'on peut faire reculer les plans du gouvernement. Autant d'idées qui contribueront à dégager une issue à la situation actuelle. Bien entendu, tirées de l'expérience des travailleurs et de leur lutte, ces idées n'ont rien de commun avec le répertoire de Barre.

Idées fausses, idées justes, tout dépend de quel côté de la bourgeoisie on les regarde.

Pierre MARCEAU

Mercredi 28 à Paris

Manifestation unitaire des employés des banques, assurances et ex-ORTF

DEPUIS le début du mois de février, les actions et les grèves se poursuivent dans les assurances parisiennes. Les travailleurs des assurances ont élargi leur mouvement ces derniers jours et on compte maintenant une douzaine de sociétés en grève illimitée : les travailleurs de la Préservatrice sont en grève depuis trois semaines ; le centre informatique Via Assurances est occupé depuis plus de quinze jours ; celui de la Mutualité industrielle depuis une semaine ; plusieurs immeubles de l'UAP sont occupés depuis une douzaine de jours (voir le quotidien No 1 038). Tous les centres parisiens du GAN sont occupés depuis mardi, et à la tour de la Défense, le mouvement s'est même étendu aux cadres qui font des débrayages contre des sanctions imposées à deux délégués et le licenciement d'un troisième.

Une journée nationale d'action des assurances s'organise pour le vendredi 2 mars.

Devant ce développement de l'action et sa détermination grandissante, les directions organisent une contre-offensive, et dans la journée de mardi, plusieurs centres du GAN, occupés par les grévistes, ont été attaqués par des commandos de cadres armés de barres de fer et de chalumeaux, rue de Paradis, rue Pillet Will et rue Laffitte. Une manifestation est organisée mercredi 28 à Paris.

A la grève des employés des assurances, il faut aussi ajouter celle des travailleurs des banques, qui, après les deux jours de grève de la semaine dernière, font une série de débrayages mercredi 28. Une série d'actions est prévue pour la semaine prochaine, lundi le blocage des compensations (les mouvements de chèques entre banques) et mardi 6 une manifestation devant le siège de l'Association française des banques. Du 13 au 16 mars, un mouvement par région est envisagé, si la situation n'évolue pas d'ici là.

Les Unions régionales CGT et CFDT de Paris ont lancé un appel pour une manifestation commune mercredi 28 de tous les employés des banques et des assurances qui luttent tous contre les compressions de personnel. Les travailleurs de la SFP et des autres sociétés de l'ex-ORTF qui sont aussi en grève ce même jour, vont se joindre à cette manifestation : les travailleurs du secteur tertiaire parisien vont ainsi montrer leur détermination commune et leur solidarité. C'est bien parce que leur lutte est solidaire et déterminée que les travailleurs de la SFP viennent de marquer un premier point, la mise en suspens des licenciements jusqu'au 9 mars.

Claire MASSON

LE MONDE EN MARCHE

3 divisions blindées soviétiques à la frontière yougoslave

D'après des informations émanant de Vienne, des troupes soviétiques seraient cantonnées depuis peu en Bulgarie, alors qu'en temps normal, il n'y en a pas.

Il s'agit de trois divisions blindées (environ 30 000 hommes) et de deux escadrilles d'avions Mig 23. On se souvient que nous avions annoncé il y a quelques temps la mise en service d'une ligne soviétique de Ferry Boats sur la mer Noire, permettant de passer directement d'URSS en Bulgarie sans passer par la Roumanie. Malgré les protestations de bonne foi de Moscou selon lesquelles ces Ferries étaient purement d'usage commercial, il était alors évident que ce dont il s'agissait était de pouvoir passer des troupes du Pacte de Varsovie en Bulgarie malgré le refus de la Roumanie de les laisser transiter sur son territoire. C'est aujourd'hui chose faite. Malgré un démenti officiel bulgare, cette affaire est prise très au sérieux par le gouvernement yougoslave qui a jugé nécessaire de renforcer son potentiel militaire à la frontière.

Une ... lle ... e ... ique ... ans ... s Balkans

Humanité rouge 1er décembre 1978

L'Union soviétique vient d'ouvrir une ligne de « ferry boat » géant entre le port soviétique d'Ilichevsk, près d'Odessa et le port bulgare de Varna. Cette nouvelle ligne maritime dans la Mer noire est présentée par Moscou comme un moyen de réduire les délais de route entre l'URSS et la Bulgarie en évitant d'avoir à transiter par la Roumanie.

Des intérêts économiques sont très certainement en jeu, la moitié du commerce bulgare s'effectue avec l'URSS et ce nouveau système ne pourra qu'accentuer encore le pillage économique soviétique de la Bulgarie. Il ne fait aucun doute cependant que ce sont avant tout des considérations de stratégie militaires qui ont prévalu dans l'élaboration de cette ligne. On peut tout d'abord noter que 80 % du commerce entre l'URSS et la Bulgarie s'effectue déjà par la mer, les délais en question ne concernaient donc que 20 % du traffic, bien peu pour justifier la mise en œuvre de quatre ferry geants.

L'intérêt militaire de cette ligne, lui, est évident. Les experts militaires font remarquer que, d'après leur conception, ces ferries pourraient très facilement être utilisés pour du transport de matériel militaire. On sait que les diplomates soviétiques se plaignent depuis déjà longtemps que la Roumanie est plus que réticente pour laisser transiter des troupes étrangères sur son territoire. D'autre part, la Roumanie ne fait pas de mystère de son refus total d'être impliquée en quoi que ce soit dans une agression contre un autre pays. Les récentes déclarations de Ceausescu l'ont d'ailleurs clairement confirmé. Ces ferries permettraient donc à l'armée soviétique de passer facilement en Bulgarie sans se heurter à la Roumanie. Chacun d'eux pourrant transporter une division blindée.

Les spécialistes militaires yougoslaves s'inquiètent beaucoup de cette possibilité. La Bulgarie possède en effet environ trois cents kilomètres de frontières communes avec la Yougoslavie et la présence de la Roumanie constituait jusque là pour elle une certaine sécurité quand à son flanc Est. Le risque de voir Moscou provoquer une crise à la mort de Tito et de recommencer le coup de Prague est pris tout à fait au sérieux à Belgrade. Cette menace semble être en passe de se confirmer.

On remarque d'autre part que le port de Varna n'est, par la route qu'à 280 kilomètres de la Turquie et à 400 kilomètres de la Grèce.

Yougoslavie

La population pour la politique d'indépendance du gouvernement

LE Centre yougoslave d'étude de l'opinion publique vient de rendre public un sondage effectué auprès de citoyens yougoslaves sur la politique du pays. Des questions portaient sur les grandes options de politique étrangère de la Yougoslavie. 99 % des personnes se prononcent contre la division du monde en deux blocs. 12 % des réponses sont favorables à une politique d'apaisement vis-à-vis de ces blocs, estimant que la Yougoslavie doit s'efforcer de n'en fâcher aucun. A l'inverse, 65 % des personnes répondent que la Yougoslavie doit mener sa politique propre sans se soucier de ce qu'en pensent les grandes puissances. La quasi-totalité enfin approuve la diplomatie du gouvernement et estime qu'elle contribue à la paix, tout en soutenant nettement la politique de ferme défense nationale du pays.

La Rhodésie bombarde des camps de réfugiés situés en Angola

APRES avoir attaqué la semaine dernière des camps de patriotes zimbabwe en Zambie et au Mozambique, c'est sur le territoire angolais que l'aviation du régime raciste rhodésien a bombardé ces derniers jours un camp de réfugiés zimbabwe. En intervenant ainsi à plus de 400 km de ses frontières le régime raciste de Salisbury lance une nouvelle fois une grave provocation contre les pays africains. Celle-ci prend cependant, ici, un tour d'autant plus grave que c'est la première fois que la Rhodésie s'en prend ainsi à l'Angola où stationnent 20 000 soldats cubains qui n'attendent qu'un prétexte pour intervenir dans le conflit, et ce, alors que les mouvements de libération du Zimbabwe ont toujours déclaré qu'il n'était pas question de leur faire appel.

Jeudi les Espagnols iront voter

Les dernières heures de la campagne électorale

Résultats incertains, le PSOE pourrait battre le parti gouvernemental

MADRID 22 h 45 – Dans un peu plus d'une heure la campagne électorale sera terminée. Un peu partout, dans la ville, on peut voir des équipes de colleurs apposer les dernières affiches. De même se déroulent les derniers meetings. Le meeting le plus important qui s'est tenu ce soir est assurément celui organisé par le PCE.

Le meeting du PCE qui vient de se terminer a rassemblé quelques 40 000 personnes venant de la province de Madrid.

Un meeting impressionnant par son nombre mais l'enthousiasme manque. Les deux interventions les plus importantes furent celles de Camacho, dirigeant du syndicat « les Commissions ouvrières » et candidat du PCE à Madrid, et de Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE.

Maniant la démagogie avec habileté, le PCE se présente comme le seul parti capable de sortir le pays de la crise. Pour une personne qui ne connait pas la politique de trahison envers les travailleurs qu'a menée le PCE ces dernières années, celui-ci peut apparaitre comme un parti révolutionnaire et comme l'avant-garde de la classe ouvrière. Cependant, au détour de quelques phrases, on peut voir sa véritable face. Par exemple, après avoir expliqué durant dix minutes qu'il était nécessaire de choisir entre l'Espagne capitaliste et l'Espagne communiste, qu'il n'y avait pas d'autre option possible, Carrillo s'est lancé dans une diatribe pour demander que le PCE soit représenté au pouvoir.

UNE VOLONTE D'UNITE

La réaction des spectateurs à toutes ces déclarations est très significative de l'état d'esprit qui domine ces élections. Quand les gens applaudissent, c'est que l'orateur attaque le gouvernement, parle de la nécessité de la lutte contre le chômage et pour la démocratie. Par contre, les attaques contre le PSOE et contre les autres organisations de gauche, et contre l'ORT, ne suscitent guère l'enthousiasme.

C'est que le sentiment de la nécessité de l'unité de tous les travailleurs, des partis qui les représentent, ou qui disent les représenter, est très fort en Espagne. En effet, le peuple espagnol dans son ensemble est très sensible au danger d'un coup d'État fasciste. Les déclarations d'un général des Forces armées à la BBC (la radio anglaise) disant qu'un coup d'État serait nécessaire pour *« remettre de l'ordre dans le pays »* ont fait l'effet d'une bombe ici.

Unité pour la démocratie, unité dans la lutte contre la politique du chômage sont certainement les deux sentiments qui dominent la campagne. Les partis bourgeois de tous ordres tentent de mobiliser et de rassembler des voix sur ces deux thèmes.

Cet après-midi et ce soir se sont succédé à la télévision les principaux partis qui ont présenté, une dernière fois, leur programme.

Ainsi, on a pu voir pendant dix minutes José Sanroma, le dirigeant de l'ORT, le parti marxiste-léniniste. Insistant sur la nécessité de la mobilisation de l'ensemble du peuple espagnol pour la défense de la démocratie, José Sanroma a également lancé un appel à la lutte contre la bourgeoisie qui détient le pouvoir, contre l'UCD qui est le parti au pouvoir. Il a condamné aussi la politique de compromis avec le gouvernement menée par le PCE et le PSOE.

UN PARTI IMPORTANT : L'ORT

Cet après-midi également, j'ai pu avoir une entrevue avec le camarade Sanroma, dirigeant de l'ORT, entrevue rapide compte-tenu du fait que le camarade est très occupé en ce moment. Il a expliqué en particulier tout le travail effectué par l'ORT pour se faire reconnaitre comme un parti important, qui n'est pas un groupuscule mais effectivement un parti important. Et, de fait, on constate que dans la presse, l'ORT est présenté comme le 5e parti en Espagne, après l'UCD, le PSOE, le PCE et la « coalition démocratique » (la droite réactionnaire). Les camarades de l'ORT estiment que se présenter comme un parti fort, un parti crédible, leur permettra d'accroitre nettement leur audience.

UNE ISSUE INCERTAINE

La campagne est maintenant terminée. Mercredi, toute activité politique sera interdite. La Constitution prévoit une journée pour « la réflexion ». Les élections proprement dites auront lieu jeudi. Les résultats seront connus, pour leur quasi-totalité dans la nuit de jeudi à vendredi. Résultats très attendus étant donné l'issue incertaine de ces élections. En effet, il est possible que le PSOE l'emporte sur l'UCD, ce qui ne serait pas sans conséquences importantes dans la vie politique du pays. Les camarades de l'ORT attendent également ce jour avec impatience. Selon divers sondages, il apparait très probable qu'ils obtiennent deux députés : José Sanroma à Madrid et José Miguel Ibarrola, deuxième dirigeant du Syndicat unitaire et également membre du Comité central de l'ORT (il se présente en Navarre, au Pays Basque).

Cette poussée de l'ORT inquiète beaucoup les partis de « gauche » et plus particulièrement le PCE, à tel point que Santiago Carrillo a violemment attaqué l'ORT ce soir dans son meeting.

Telle est donc l'ambiance qui prévaut ce soir, à la veille des élections.

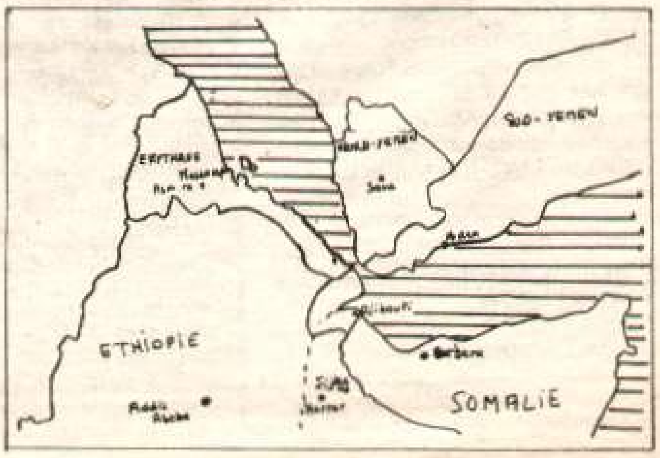
De notre envoyée spéciale
Evelyne LE GUEN

José Sanroma, secrétaire général de l'ORT. Il se présente à Madrid. Les sondages le disent élu.

Des combats à la frontière des 2 Yemen

UNE nouvelle guerre vient d'éclater aux confins de l'Afrique. C'est dans la pointe sud de la péninsule arabique, à la frontière entre les deux Yémen, que les combats font rage depuis quelques jours. Le Nord et le Sud s'accusent mutuellement de provocations. Force est pourtant de constater que ce sont trois villes du Yémen du Nord qui sont occupées par l'armée sud-yéménite. De plus, suivant une tactique qui tend à se généraliser chez les alliés de Moscou à chaque fois qu'ils franchissent la frontière d'un autre pays, on a brusquement vu apparaitre un « Front national démocratique du Nord » auquel les soldats sud-yéménites ne feraient que « prêter main forte ». C'est du moins la thèse que tente d'accréditer le PCF dans l'*Humanité* de mardi matin.

Il faut dire que les troupes sud-yéménites ont eu l'occasion de s'entrainer très récemment en participant directement au côté des Soviétiques aux opérations militaires menées contre les patriotes érythréens.



CONTRE-ATTAQUE DE LA CHINE AU VIETNAM

ONU : le Vietnam dans l'impasse

ALORS qu'un certain nombre de pays du tiers monde et occidentaux proposent au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution réclamant le retrait simultané des troupes chinoise du Vietnam et des troupes vietnamiennes du Cambodge, la Chine, tout en maintenant que les deux questions sont de nature différente, s'est déclarée prête à accepter cette résolution.

Toutefois, Deng Xiaoping a précisé qu'il ne s'agissait pas d'un marché : la Chine ne lie pas le retrait de ses troupes du Vietnam à une évacuation préalable des troupes vietnamiennes occupant le Cambodge.

Depuis le début de sa contre-attaque, la Chine a toujours déclaré que ce qu'elle souhaitait, c'était une frontière de paix et de tranquillité et elle n'a jamais exercé le moindre chantage du genre : *« Nous resterons en territoire vietnamien tant que le Vietnam occupera le Cambodge »*.

Mais en se déclarant prête à accepter la résolution réclamant un retrait simultané des troupes vietnamiennes et chinoises, elle montre sa bonne volonté. Et une nouvelle fois, c'est l'URSS (qui parle pour le Vietnam au Conseil de sécurité) qui se retrouve isolée puisque c'est le seul pays (avec la Tchécoslovaquie) à avoir mis son véto sur cette résolution.

En continuant à nier une vérité criante pour tous les pays et peuples du monde — à savoir l'occupation vietnamienne au Cambodge — et en continuant à refuser d'y mettre un terme, le Vietnam soutenu par Moscou apparait donc pour ce qu'il est : le responsable de la situation troublée dans le Sud-Est asiatique.

Aujourd'hui, comme l'a indiqué Deng Xiaoping en réitérant ses offres de négociations, la balle est dans le camp du Vietnam : si les divers conflits continuent après le retrait chinois, il sera alors clair pour tous que les dirigeants de Hanoï et ceux de Moscou en porteront la responsabilité.

URSS-VIETNAM : RESPONSABLES

Car telle est bien la vérité qui éclate aujourd'hui au grand jour en raison de l'obstination soviéto-vietnamienne : le nœud des divers conflits en Asie du Sud-Est ces derniers mois réside dans les appétits expansionnistes du Vietnam doublés de ceux de Moscou.

Qu'il s'agisse de l'expulsion de 160 000 ressortissants chinois du Vietnam au début de l'année dernière, qu'il s'agisse des premières incursions en territoire cambodgien ou chinois la même année, qu'il s'agisse de l'invasion massive du Cambodge suivie du renversement de son gouvernement légal, qu'il s'agisse du redoublement des provocations armées contre la Chine, qu'il s'agisse (ne l'oublions pas non plus) de la colonisation pure et simple du Laos depuis 1975, chacun de ces actes s'explique par la prétention du Vietnam à dominer la région.

Ses prétentions coïncidant avec les intérêts bien plus vastes de l'URSS qui, elle, envisage le contrôle du détroit de Malacca, un des points-clé de notre planète. Le Vietnam a bénéficié de l'aide matérielle et politique de Moscou.

Mais coloniser le Cambodge et le Laos pour les incorporer dans une Fédération indochinoise ne pouvait se faire sans tenter en même temps de discréditer la Chine dont le soutien aux peuples en lutte pour leur indépendance contre l'hégémonisme force le respect de tous. C'est une des raisons qui ont poussé le Vietnam à provoquer des incidents à la frontière chinoise, espérant qu'ainsi l'opinion publique mondiale le condamnerait la « grande » Chine face au « petit » Vietnam.

MAUVAIS CALCUL

La calcul était bien mauvais : aucun pays, sauf les plus inféodés à Moscou, n'a cru les mensonges de Hanoï affirmant qu'il n'y avait pas d'agression vietnamienne au Cambodge. Une première fois il y a un mois et demi, Moscou a dû mettre son véto sur une proposition quasi-unanime du Conseil de sécurité de l'ONU réclamant le retrait des forces étrangères du Cambodge. Aujourd'hui, une nouvelle résolution de l'ONU (toute aussi majoritaire) réclame le retrait simultané des troupes chinoises et des troupes vietnamiennes. En se déclarant prête à y souscrire, la Chine coupe court aux accusations lui prêtant l'intention de s'installer au Vietnam pour satisfaire ses soi-disant « appétits de grande puissance ». Par contre, le Vietnam en refusant (à travers le véto soviétique) de se retirer du Cambodge confirme pour la deuxième fois sa nature agressive et expansionniste.

Claude LIRIA

Un général de division adjoint vietnamien a été tué au Kampuchea

Un général de division adjoint des troupes vietnamiennes et ses officiers d'état-major ont été tués dans une embuscade tendue par une unité des khmers rouges (forces armées kampuchéennes) dans la province de Takeo du Kampuchea, rapporte l'AFP dans une information cablée de Bangkok.

Le respect des prisonniers et de la population civile

DEPUIS la fondation de l'Armée populaire de libération chinoise, l'un des principes idéologiques enseignés aux soldats est de ne jamais se comporter en vandales ou en brutes à l'égard des populations civiles comme des soldats ennemis prisonniers.

On se souvient qu'en 1962, lors de la contre-attaque chinoise qui riposta à l'invasion de l'armée indienne en territoire chinois, l'attitude de l'armée chinoise avait étonné le monde entier : libération unilatérale de tous les prisonniers indiens, comportement excluant toute violence ou les tortures à l'égard des prisonniers ou des populations civiles, restitution des armes prises a l'ennemi.

Cette attitude s'explique aisément par le fait que l'armée chinoise n'est pas une armée d'agression formée dans un esprit de conquête.

Aujourd'hui, contrainte de riposter aux incessantes provocations armées vietnamiennes à l'intérieur du territoire chinois, l'Armée de libération opère une contre-attaque défensive dont l'objectif est finalement de ramener la paix et la tranquillité aux frontières du pays. Ce qui serait contradictoire avec le recours à des persécutions contre les prisonniers ou le peuple vietnamien.

CONTRE LE PILLAGE

Voici un extrait d'une lettre parue dans *Le Monde* du samedi 24, d'un Chinois poursuivant ses études en France. Après avoir expliqué que les soldats chinois n'ont pas peur de se battre parce qu'ils sont conscients de défendre les frontières de leur pays, l'auteur de la lettre explique que jamais on n'enseigne aux soldats que *« s'emparer du territoire d'autrui est un but de guerre justifié »*. La lettre poursuit : *« La préparation de l'attaque de samedi dernier a dû comporter un deuxième genre d'éducation idéologique : cette opération se déroulant dans une région peuplée du territoire ennemi, les troupes doivent d'autant plus respecter la discipline et les réglements : interdiction absolue de battre ou d'injurier ou d'ouvrir le feu sur la population non-armée, de s'en prendre aux femmes, de s'approprier les biens des Vietnamiens ; ordre de n'utiliser dans les agglomérations que des armes légères et de n'utiliser les armes lourdes que dans les campagnes, de ne pas maltraiter les prisonniers vietnamiens (...) »*.

SOIGNER LES BLESSÉS

On se souvient, par exemple, que des bruits répandus par Hanoï ont couru sur un bombardement intensif du port de Haiphong par l'aviation chinoise, bombardement qui aurait causé d'énormes pertes parmi la population civile. Or, cette « information » a été démentie tant par la Chine que par les documents photographiques des satellites-espions américains. Bombarder Hanoï ou Haiphong a toujours été hors de question pour l'armée chinoise qui a toujours insisté sur le caractère *« limité dans le temps et dans l'espace »* de son action.

De même, au cours de leur contre-attaque, les troupes chinoises font très attention de se comporter correctement à l'égard des habitants vietnamiens. Par exemple, lorsque l'armée chinoise découvre dans des grottes des Vietnamiens terrorisés à l'idée de tomber aux mains des « agresseurs », elle leur explique qu'ils n'ont rien a craindre, elle leur donne à manger et à boire et soigne les soldats vietnamiens blessés (voir notre photo).

Se conformant à la recommandation de toujours du président Mao Zedong de ne prendre à la population *« ni un brun de fil ni une aiguille »*, l'armée chinoise montre qu'elle n'est pas une armée d'agression composée de pillards.

Claude LIRIA

Médecin chinois soignant un blessé vietnamien.

Les réactions internationales

DEPUIS quelques jours, de nombreux pays expriment leurs préoccupations quant à la situation en Asie du Sud-Est. La plupart demandent aujourd'hui un retrait simultané des forces chinoises du Vietnam et des forces vietnamiennes du Cambodge.

Dans une déclaration publiée le 20 février, l'ASEAN qui regroupe la Thaïlande, Singapour, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie a dit : *« Les pays de l'ASEAN lancent un appel pressant aux parties en conflit pour qu'elles cessent les hostilités et à toutes les forces étrangères pour qu'elles se retirent des régions de conflit en Indochine »* et de conclure : *« Les pays de l'ASEAN appellent également les puissances extérieures à la plus grande retenue et à se garder de tout acte qui pourrait déboucher sur une escalade et un élargissement des conflits »*.

A la fin de la semaine dernière, le ministère algérien des Affaires étrangères a publié une déclaration dont voici un passage :

« (...) L'Algérie considère qu'il est impératif de mettre rapidement un terme à ce conflit armé dont la solution ne peut être recherchée et trouvée que par la voie pacifique. Dès lors qu'une volonté politique se manifeste de part et d'autre pour régler ce problème par des négociations, il ne fait aucun doute que la sagesse et la raison prévaudront pour ramener la paix ».

Le 19 février le porte-parole du secrétariat fédéral aux Affaires étrangères de Yougoslavie a déclare : *« La yougoslavie considère que la seule voie qui conduira à prévenir l'aggravation de la situation et à régler de façon équitable l'actuel conflit consiste à rechercher une solution pacifique sur la base de la pleine affirmation des principes de la Charte des Nations-Unies et du respect du droit des peuples de chaque pays à la paix, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le développement en toute liberté sans aucune ingérence étrangère. L'arrêt des opérations militaires et le retrait des troupes en territoire étranger devraient être les premiers pas vers le réglement pacifique du conflit dans cette région »*.

De son côté, le président roumain Ceausescu a déclaré le 21 février à un journaliste italien : *« Compte tenu de la conjoncture actuelle, nous nous prononçons fermement pour la fin des actions militaires, le retrait des troupes des territoires des pays concernés et la reprise des négociations face à face entre la Chine et le Vietnam afin de résoudre leurs problèmes. Nous maintenons également que la question du Kampuchea doit être réglée par les Kampuchéens eux-mêmes sans aucune ingérence extérieure »*.

A propos du
conflit entre la Chine et le Vietnam

Ce que les dirigeants du PCF «oublient» de dire

QUAND ils parlent du conflit entre la Chine et le Vietnam, les dirigeants du PCF « oublient » systématiquement certaines réalités. Cet oubli leur permet de faire passer dans leur parti leur ligne de soutien à l'URSS. Nous rappelons ici certains de ces faits laissés de côté par ces dirigeants.

Depuis des mois, au Vietnam, des Vietnamiens d'origine chinoise sont pourchassés, soumis à une répression sauvage et expulsés du pays. Les Vietnamiens justifient cette politique en prétendant que ces Hoas sont des capitalistes. Or, une partie de ces derniers est installée depuis des décennies au Nord-Vietnam. Certains étaient membres du Parti du travail du Vietnam et, parfois, cadres de ce parti. Ils ont lutté contre les impérialismes français et américain. Ils n'avaient donc rien à voir avec des capitalistes. Au Sud, si parmi les Hoas il y avait des capitalistes, c'était le cas d'une minorité. La majorité faisait partie du peuple.

Ces Hoas du Sud ont également été très actifs dans la lutte contre les impérialistes. Par exemple, les Américains ne s'aventuraient pas dans le quartier chinois de Saïgon : Cholon, haut lieu de la résistance anti-américaine et qui était pour eux un coupe-gorge. A tous ces Hoas, les autorités vietnamiennes ont pris tous leurs biens. Elles les ont ensuite expulsés. Non pas, donc, parce qu'ils étaient capitalistes mais parce qu'ils étaient Chinois. Voilà une réalité que l'*Humanité* et les dirigeants du PCF passent sous silence.

LES INCURSIONS MEURTRIERES VIETNAMIENNES EN CHINE

Autre réalité « ignorée » par les mêmes : les multiples incursions armées des troupes vietnamiennes en Chine, incursions au cours desquelles trois-cents Chinois vivant à proximité de la frontière ont été abattus en Chine même. Or, c'est pour mettre fin à ces incidents provoqués par les autorités vietnamiennes que la Chine a contre-attaqué au Vietnam même, après avoir épuisé toutes les solutions pacifiques dont se sont moqué les Vietnamiens depuis plusieurs mois.

L'INVASION DU KAMPUCHEA

Quand les divisions vietnamiennes ont envahi le Kampuchea démocratique, il ne s'est trouvé en France qu'un parti pour nier la réalité de cette invasion : le PCF. Quand les dirigeants du Vietnam ont dû reconnaître l'envoi de leurs troupes au Kampuchea, les mêmes dirigeants ont reconnu les faits eux aussi, après les avoir niés. Beau souci de la vérité que celui-là.

L'OCCUPATION DU LAOS

Ce dont ne parle pas non plus l'*Humanité* ni Marchais, c'est de la présence de 80 à 100 000 soldats vietnamiens au Laos, soldats qui occupent ce pays comme les soldats soviétiques occupent n'importe quel pays de l'Europe de l'Est. Ils ne disent pas que le Laos est devenu une sorte de protectorat du Vietnam et, pourtant, c'est la réalité.

L'invasion du Kampuchea, l'occupation du Laos, les provocations à l'encontre de la Chine illustrent le fait que la politique suivie par les dirigeants vietnamiens est l'expansionnisme. Les dirigeants du Vietnam font la guerre à tous leurs voisins ou les occupent, voilà le régime « pacifique » que soutiennent les dirigeants du PCF.

LES DIRIGEANTS VIETNAMIENS SACRIFIENT L'ÉDIFICATION ECONOMIQUE

Dans *l'Humanité*, Andrieux évoquant le Vietnam, verse des larmes sur les difficultés économiques (réelles) que connait ce pays.

Il est vrai que ces difficultés sont particulièrement graves. Le peuple vietnamien souffre en effet de malnutrition et de ce côté-là, la libération ne lui a rien apporté. Pourquoi ? Parce que les dirigeants vietnamiens au lieu de mobiliser le peuple pour relever l'économie ruinée par l'impérialisme, le mobilisent pour la guerre.

Ces dirigeants veulent en effet s'étendre, annexer le Kampuchea, le Laos. Ils nourrissent des revendications sur les îles traditionnellement chinoises de Haïnan, des Sichas, etc. Ils sacrifient donc le bien-être du peuple à la guerre de conquête et c'est ce qui explique la situation catastrophique de l'économie vietnamienne.

Les dirigeants vietnamiens se vantent d'ailleurs d'avoir la troisième armée du monde confirmant eux-mêmes ce choix, catastrophique pour la population du Vietnam qui en a par-dessus la tête de la guerre ainsi que des privations et sacrifices qu'elle lui impose.

Les dirigeants du PCF reproduisent systématiquement les positions vietnamiennes au détriment de la réalité et de la vérité. Ceci reflète leur alignement sur l'URSS. Aujourd'hui, comme il y a 15 ans, les dirigeants du PCF déforment systématiquement les positons de la Chine et ne cessent de la calomnier. Ils défendent la politique de l'URSS tant extérieure qu'intérieure (malgré les nuances). Quand l'URSS soutenait le régime de Lon Nol vendu aux impérialistes et s'opposant aux patriotes du Kampuchea, jamais les dirigeants du PCF n'en ont dit un seul mot. Quand aujourd'hui l'URSS appuie les agressions vietnamiennes contre les peuples voisins, quand elle bombarde l'Erythrée ou envoie des troupes cubaines jouer les mercenaires en Afrique, les responsables du PCF applaudissent.

Quand la Chine défend ses frontières, ils la condamnent. Quand la Chine veut se moderniser, ils l'accusent de faire le jeu des impérialistes. La Chine a promis de retirer ses troupes du Vietnam d'ici peu. Elle tiendra parole. L'URSS, elle, maintient les siennes depuis des années dans les pays de l'Europe de l'Est, en Tchécoslovaquie par exemple. Alors, qui, véritablement, agresse, occupe d'autres pays ?

Henri MAZEREAU

1978 Vietnam : la minorité chinoise, les Hoas est expulsée vers la Chine. Les adieux au départ.

Réunion intersyndicale sidérurgie

Pas d'action unie avant le 6 mars

FO choisit «l'autonomie»

MARDI 27 s'est tenu au siège de la CFDT une réunion des fédérations de la métallurgie, avec comme ordre du jour la coordination de l'action des syndicats dans la sidérurgie. En réalité, trois syndicats seulement se sont retrouvés : la CGT, la CFDT et la CGC. La CFTC n'a pas pu venir et FO a refusé de participer.

André Bergeron s'est expliqué sur le retrait de son syndicat dans *FO Hebdo* : le secrétaire de FO y explique qu'il refuse la violence telle qu'elle s'est manifestée à Longwy car, a-t-il dit, *« chacun doit prendre conscience que les occupations d'édifices ou de relais de télévision, la mise à sac de locaux patronaux ou autres, la séquestration de personnes et encore les entreprises contre les postes de police ne peuvent que mal finir... »*.

Tout en redoutant les risques de récupération politique de la crise de la sidérurgie dans une campagne contre l'Europe, Bergeron précise qu'il se retire aussi à cause de l'analyse qu'il fait des propositions de Giraud : *« Les sociétés de reconversion prévues par le ministre de l'Industrie ne sont pas des "ghettos" de chômeurs... Elles correspondent, dans une certaine mesure, à ce que nous avions demandé sous le vocable "mise en place de structures intermédiaires" permettant de prendre en main les travailleurs concernés pour les aider à traverser dans les meilleures conditions possibles les périodes difficiles »*...

Ainsi, Bergeron se fait l'écho du ministre, renonce à mettre en cause les licenciements et laisse de côté les inquiétudes des sidérurgistes qui se battent pour garder leur emploi, mais aussi pour que leurs enfants puissent rester travailler dans leur région. Le secrétaire de FO ouvre une première faille dans l'unité que les sidérurgistes construisent dans la lutte en appelant ses militants à une *« autonomie d'action »*.

L'intersyndicale elle-même n'a pas porté sur les préoccupations principales des travailleurs de la sidérurgie puisqu'elle s'est limitée à l'analyse des trois syndicats sur les propositions de Giraud et qu'elle n'a rien décidé sur un nouvel élan à donner à la lutte.

C'est seulement le 6 mars que la CGT, la CFDT, la CGC et la CFTC (FO s'étant retirée) se retrouveront à nouveau pour essayer de se mettre d'accord sur un plan d'action. En attendant, les actions seront décidées localement, bassin par bassin.

Et pourtant, c'est bien la question de la coordination des luttes pour l'emploi qui se pose dans toutes les têtes, celle de comment faire et comment établir un meilleur rapport de force. La réunion du 6 mars, plus de trois semaines après la première action coordonnée du 16 février, ne va-t-elle pas, au contraire, laisser le temps à toutes les forces de division de marquer des points ?

C. M.

Un sidérurgiste de Denain lors de la manifestation unitaire du 16 février à Valenciennes (Photo HR)

«Il y a trop d'hôpitaux»

LA carte universitaire a été utilisée par le gouvernement pour diminuer le nombre d'enseignants en université. La carte scolaire a été inventée pour diminuer le nombre de postes d'enseignement, pour fermer des classes en primaire. Maintenant, la nouvelle carte du jeu du gouvernement, c'est la carte hospitalière.

Mardi 26 février, le chef de l'inspection générale des Affaires sociales (IGAS) a présenté la synthèse des travaux de son service. *« Il y a trop d'hôpitaux »*, *« Les hôpitaux vont se disputer les malades »*.

La convergence des conclusions de ces travaux et les décisions ministérielles de Simone Veil du 31 janvier 1979 est frappante. Le ministre de la Santé a, en effet, décidé de réduire les dépenses de santé et d'hospitalisation. Ces mesures tombent à point nommé puisque *« le nombre des malades diminue »*.

Ces mesures, évidemment, vont dans le même sens que la compression des effectifs dans l'industrie, dans les administrations, dans le domaine de l'école. Rentabiliser au maximum tout ce qui peut être dégraissé.

Il est bien entendu que ces nouvelles découvertes sur les faibles effectifs des hôpitaux vont s'accompagner de compression de personnel, l'IGAS propose même un corps spécifique d'agents comptables hospitaliers pour dépister les fraudeurs. Enfin, pour que les dépenses hospitalières ne soient pas converties en gâchis, une seule enveloppe budgétaire sera délivrée en début d'année aux hôpitaux qui prendront en compte la déshospitalisation, la surabondance de lits !

Déjà les conditions d'hospitalisation étaient bien chiches, déjà les cotisations pour la Sécurité sociale ont bien amputé les salaires des travailleurs, déjà les conditions de travail des agents du personnel hospitalier étaient déplorables, que va donc encore inventer le gouvernement contre la santé des travailleurs ?

Nathalie VILLOTIERS

1929 : une file de chômeurs à Paris.

ECONOMIE

La crise économique de 1929

A cause des capitalistes assoiffés de profit

LA crise économique, la bourgeoisie française en parle beaucoup. Elle en parle, bien sûr, pour demander aux travailleurs de faire des sacrifices. Elle l'explique par toutes sortes de raisons, elle se dit dans l'obligation de faire trinquer les travailleurs.

A l'en croire, ce sont les salaires qui grimpent trop vite qui la mettent dans cette situation. C'est sans doute pour cette raison que Barre bloque les salaires depuis près de trois ans.

Nos gouvernants ne sont pas à court d'explications. Mais il y en a une seule à laquelle ils se garderaient bien de faire allusion : c'est le capitalisme qui porte en lui-même de telles crises qui ont des conséquences si graves pour les travailleurs.

C'est ce que nous allons expliquer en nous appuyant sur l'exemple de la grande crise de 1929.

Pour accroître ses profits et faire face à la concurrence, chaque capitaliste s'efforce de produire le maximum de marchandises au moindre coût et dans le moins de temps possible. Cela l'amène à mettre au rencart des machines pourtant encore capables de fonctionner pour en acheter de plus perfectionnées et plus rentables.

De nouvelles fabriques sont construites, tout ceci pour le plus grand profit de nos capitalistes qui ne voient pas de raison pour que cela finisse par une crise.

ET LA CRISE EST AU BOUT DE LA CHAINE

C'est donc la concurrence à la base même du système capitaliste qui pousse les patrons à augmenter machines et outillage, c'est-à-dire à accumuler du capital.

Or, cette tendance à augmenter les proportions dans lesquelles se fait la production en vient bientôt à dépasser les capitalistes. Cette véritable production pour la production engendre un appareil de production démesuré.

« Non pas que les marchandises produites ne seraient pas utiles pour les travailleurs, mais elles finissent pas excéder de beaucoup leur pouvoir d'achat qui est en même temps réduit par les patrons, pour la même raison de profit maximum.

Face à la mévente, il y a alors frein d'achat ; des machines commencent à être vendues. La crise est là, latente.

Nos capitalistes qui ne croient jamais à la fin de la prospérité continuent à remplir leurs entrepôts. Et la production l'emporte de plus en plus sur la consommation, la crise éclate ouvertement.

L'EXEMPLE DE LA CRISE DE 1929

Cette recherche de machines toujours plus puissantes pour le plus de profits possible se retrouve manifestement dans les années 1920 chez les monopoles américains. C'est l'adoption du travail à la chaine avec Taylor et son application chez Ford, c'est la normalisation en masse de la production.

Ces méthodes de rationalisation capitaliste augmentèrent considérablement l'intensité du travail (cadences) en même temps que de nombreux ouvriers furent jetés à la rue. C'est aussi l'apparition des méthodes de vente à crédit pour les biens de consommation qui permirent provisoirement un développement de la production de ces biens.

Tout cela créa des conditions favorables pour l'essor des monopoles américains.

L'ESSOR DES MONOPOLES AMERICAINS

Ainsi, en 1929, la hausse de la production dépassait le « boom » des années d'après-guerre. L'industrie américaine produisait près de la moitié (48,5 %) des biens industriels du monde capitaliste. Les USA occupèrent la première place dans le commerce mondial capitaliste.

Les investissements à l'étranger passèrent de 1919 à 1929 de 7 milliards de dollars à 17,2 milliards de dollars et les investissements US outre-mer débordèrent largement les sphères d'influence de l'Angleterre.

La puissance des monopoles se renforçait de jour en jour. La spéculation boursière, le procédé de vente à crédit poussant encore au développement de la production.

Tout cela contribua à précipiter la crise. Nos capitalistes assoiffés de profits continuèrent, chacun de leur côté, à produire, produire... Au milieu de l'année 1929, le stockage des marchandises commença à devenir considérable. La crise était mûre.

LA CRISE

Le 21 octobre 1929, à la bourse, le cours des titres s'effondra. C'était le déclenchement formel de la crise qui allait se développer très vite. De mai 1929 à juillet 1932, la production baissa de 55,6 % pour atteindre le niveau de 1905. La production des biens d'équipement recula le plus : la fabrication des machines-outils baissa de 87 %, celle de la fonte de fer de 87,4 %, l'affinage de l'acier de 75,8 %

Le commerce extérieur et l'exportation des capitaux furent très frappés : la crise venait d'ébranler tout le système capitaliste.

Dans le domaine de l'agriculture, les biens agricoles connurent un effondrement des prix et la bourgeoisie US organisa la destruction de ces biens en masse, comme Staline le souligne dans le *« Rapport politique au XVIe Congrès du PCB de l'URSS »* :

« Lorsqu'un système économique n'arrive même pas à écouler ses propres produits « excédentaires » et qu'il se trouve obligé de les brûler alors que communément les masse connaissent la misère, le chômage, la faim et la ruine, ce système économique prononce lui-même sa propre sentence, la peine de mort ».

Cette crise s'étendit à tous les pays capitalistes.

LE CARACTERE UNIVERSEL DE LA CRISE

Eclatant d'abord aux USA, cette crise frappa tous les pays capitalistes avec des inégalités. Elle devint une crise économique mondiale. C'est aux USA et en Allemagne, là où l'appareil de production était le plus développé, que la crise fut la plus forte.

Parmi les différentes branches de production, ce sont à côté de l'industrie sidérurgique, les chantiers navals, le bâtiment et la construction des machines qui ont souffert le plus de la crise, c'est-à-dire des branches qui produisent avant tout des marchandises devant entrer ou servir à la production.

Et, bien sûr, un chômage considérable : en 1932, il y avait 13,2 millions de chômeurs aux USA ; en Angleterre : 2,8 millions ; en Allemagne : 5,5 millions. Au total il y eut 30 millions de chômeurs complets dans le monde capitaliste.

Au travers de l'exemple de 1929, on voit donc que la crise est le moment où se concentrent toutes les contradictions du système.

Ainsi que Marx l'écrit : *« Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées violentes, des contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé ».* (Le Capital, livre III, chapitre XV).

Les crises économiques sont donc propres à tout système capitaliste. Elles ne pourront disparaitre qu'avec le capitalisme.

Catherine LEMAIRE

Voyage prochain de Giscard à Moscou

Osera-t-il parler des droits de l'homme ?

RÉUNI à Paris en début de semaine, le *« Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens »* a lancé un appel à l'opinion afin qu'elle se *« mobilise pour la libération de tous les prisonniers politiques d'URSS de quelque nationalité qu'ils soient »*. Le mathématicien dissident Léonid Plioutch qui participait à la réunion et d'autres participants ont souligné la caractère internationaliste d'une telle mobilisation. Le déroulement des prochains jeux olympiques à Moscou devrait fournir l'occasion de développer de tels mouvements de masse ainsi que la réédition à Madrid en 1980 d'une conférence sur la « détente » dans la lignée des conférences d'Helsinki et de Belgrade. Dans l'immédiat c'est le prochain voyage de Giscard à Moscou que les membres du comité entendent utiliser au profit de cette lutte. Ils comptent s'adresser officiellement à lui pour qu'il intervienne en URSS sur la question des droits de l'homme. Malheureusement on ne peut que douter du résultat de la démarche auprès du chef de l'État.

La répression en URSS fait elle aussi partie des sujets tabous qu'il ne faut pas évoquer sous peine *« énerver l'ours polaire »*...

Par ailleurs, un comité d'avocats est en formation pour exiger la révision du procès des trois arméniens récemment exécutés en URSS afin de mettre en évidence le deni de justice qu'il constitue. De son côté la revue du PCF *La Nouvelle critique* fait état dans son dernier numéro *« des manifestations non équivoques d'antisémitisme greffé sur l'antisionnisme »* en URSS. Mais cette indignation ne doit pas entamer les bonnes relations. La revue conclue avec une grande sérénité : *« Nous attendons, avec fermeté et patience et des réponses et des actes de nos camarades soviétiques »*. La patience ! Il est bien question de ça en effet !

P. M.

Journées parlementaires du RPR à la Guadeloupe

La tête de Barre !

MARDI 27 février c'était la Saint-Barre. Les parlementaires RPR ont tenu à marquer le coup. Réunis pour les journées parlementaires de leur parti en Guadeloupe, ils ont vidé leur rancœur à l'égard de Barre et de sa philosophie, le barrisme.

Ce sont les préférés de Chirac : Yves Guéna, Alain Devaquet, et Daniel Seguin qui ont mené la folle farandole de la contestation.

Le RPR, amoureux transi, se sent délaissé par le gouvernement, Daniel Seguin a stigmatisé le vague à l'âme : *« Tout ce que peut dire ou ne peut pas dire le RPR n'a aucune importance »*. (Quelle lucidité !). *« Alors, à quoi sert le Parlement, la majorité, le RPR, dès lors que la politique économique parait immuable »*. Et Jean Falala de renchérir : *« La politique économique et de l'emploi menée par Raymond Barre avait globalement échoué »*.

Aucune méprise n'est possible sur ces propos. Ils ne servent qu'à discréditer Raymond Barre mais ne tendent pas à une autre politique économique, voici ce qu'écrit Chirac dans son livre, *La lueur de l'espérance*, sur l'emploi, le chômage et l'immigration : *« Le laisser-faire du libéralisme classique ne saurait être aussi avantageux à la France qu'à l'Allemagne, car la situation de celle-ci n'est pas non plus totalement satisfaisante. Le taux de chômage y est devenu plus faible et le chômage ne tend pas jusqu'ici à s'y réduire malgré une politique plus rude que la nôtre à l'égard des travailleurs immigrés »*.

Cependant, la condamnation de la politique de Barre ne suffisait pas aux parlementaires. Ils ont suivi la voie tracée par les jeunes du RPR juste avant l'appel de Cochin, de Chirac, le 3 décembre. Ils ont réclamé, eux aussi, la tête de Barre : *« Barre démission »*.

Le RPR n'est pas seul à prendre Barre comme bouc émissaire, le CDS et l'UDF en font autant. C'est ainsi qu'on peut interpréter la non-invitation de Barre au congrès de l'UDF. Il y aurait entendu des choses trop désagréables.

Et pourtant, l'UDF est bien le rassemblement de la majorité le plus proche du président et donc de son premier ministre Barre. Alors ? Alors, *« la politique de Barre est indéfendable devant les électeurs »*, *« la confiance s'effiloche, nos dirigeants sont contestés et leur prestige diminue chaque jour »*, comme il a été dit par un parlementaire du RPR à la Guadeloupe, surtout lorsque le vote des cantonales devient imminent et que celui des élections européennes approche !

Comme les frères ennemis, le RPR et gouvernement se chamaillent, mais s'entendent bien en coulisse. Pendant que les parlementaires du RPR découpent Barre et sa politique en morceaux, les ministres RPR du gouvernement Giscard sont arrivés en Guadeloupe par le même avion que Giscard via Mexico, pour apporter la conciliation entre RPR et UDF.

NV

IMPOTS - PULAIRES (5)

Pour les patrons, la fraude légalisée

COMMENT les entreprises sont-elles touchées par l'impôt sur le revenu ? Le système fiscal le plus général, c'est l'impôt sur les sociétés.

L'IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS

Il frappe l'excédent des recettes sur les dépenses d'exploitation des entreprises c'est-à-dire qu'il frappe le chiffre d'affaires, dit « résultat net » en comptabilité.

Mais sur l'imposition de ce chiffre d'affaires, les patrons peuvent réduire les achats des marchandises et diverses charges. Le camouflage du chiffre d'affaires est dès lors pour eux très facile à opérer.

Première manière : les frais généraux dissimulent le chiffre d'affaires ; les dépenses de réception, de repas, etc. sont inclus dans les frais généraux.

Ainsi les patrons ne paient pas leur confort personnel, leur luxe, mais encore leurs dépenses ont pour effet de diminuer leurs impôts puisque la part des frais généraux baisse le chiffre d'affaires et que c'est lui et lui seul qui est imposable.

LA MANIPULATION DE LA COMPTABILITÉ

Par ailleurs, le chiffre d'affaires est déterminé par la comptabilité de l'entreprise. Les patrons peuvent alors manipuler les comptes. Un autre moyen à leur disposition, c'est de créer une filiale fictive à l'étranger et de transférer ainsi une partie des bénéfices réalisés en France, à l'étranger. Et le tour est joué, l'argent à l'étranger n'étant pas imposable en France.

De plus, sous le prétexte de favoriser les investissements et la reprise de l'activité économique – entendons par là pour favoriser les profits des monopoles – l'État offre un assortiment de « ficelles » fiscales aux entreprises.

Ainsi les entreprises nouvellement créées sont dispensées de payer tout acompte d'impôt sur les sociétés pendant leur première année d'existence.

Les dividendes perçus par les actionnaires d'une société ayant souscrit une augmentation de capital sont exonérés d'impôts sur le revenu. Enfin il y a encore le système des amortissements dégressifs. Les amortissements étant l'étalement sur plusieurs années des dépenses effectuées par les entreprises pour l'achat des machines et biens d'équipement divers sont déduits du chiffre d'affaires imposable. Le système d'amortissement dégressif consiste à étaler sur un petit nombre d'années ces dépenses relatives à l'achat des biens d'équipement en concentrant le plus gros du montant de ces frais sur les premières années. Or, plus ce montant est gros, plus il viendra baisser le bénéfice imposable et plus l'impôt sur les sociétés sera faible.

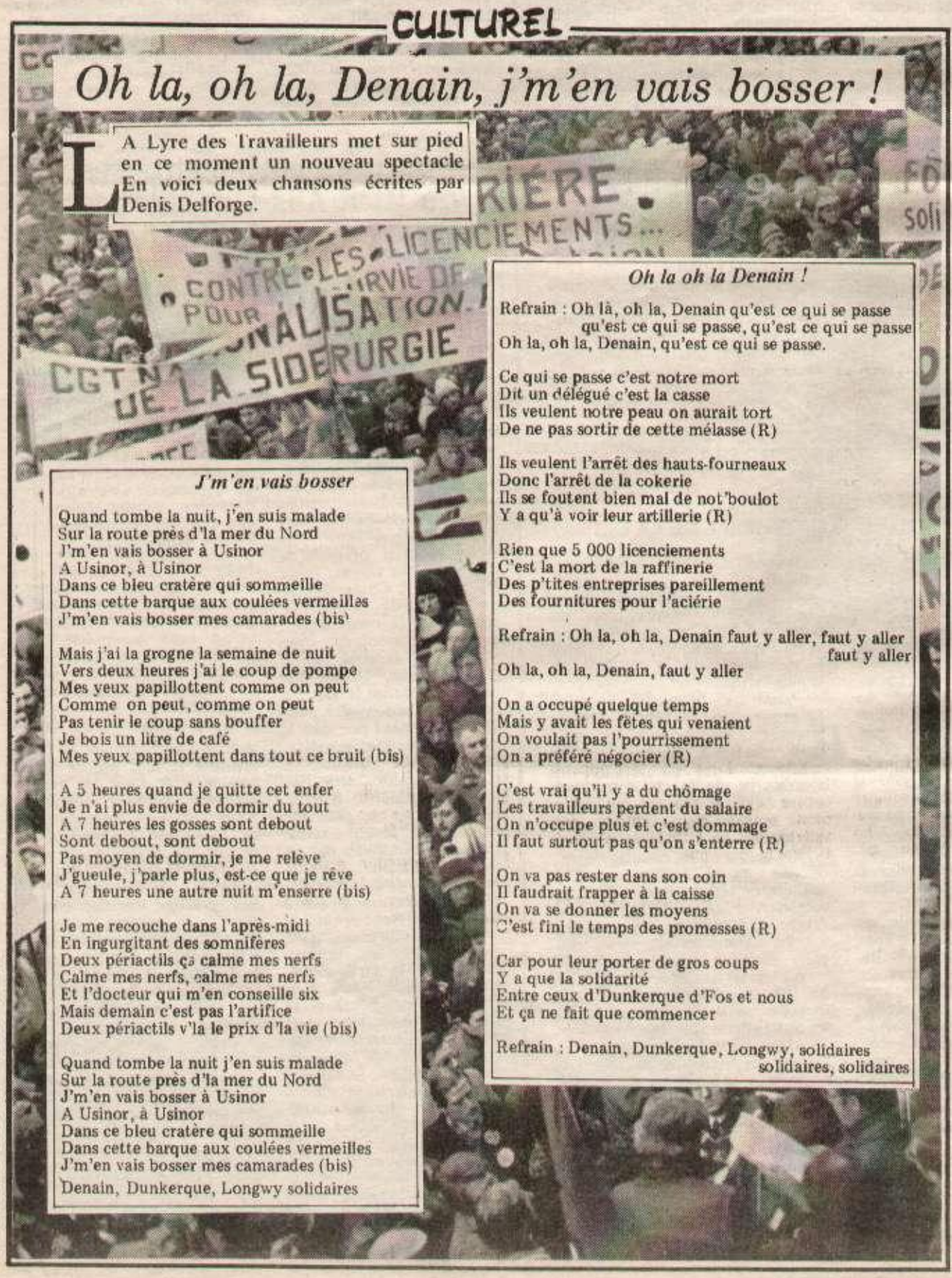
Il ressort de ce bref exposé que les patrons ont toutes possibilités pour ne verser que très peu d'impôt et les impôts qu'ils versent à l'État leur sont souvent redistribués sous forme de subventions, d'aides diverses de l'État.

Catherine LEMAIRE

CULTUREL

Oh la, oh la, Denain, j'm'en vais bosser !

LA Lyre des Travailleurs met sur pied en ce moment un nouveau spectacle En voici deux chansons écrites par Denis Delforge.



J'm'en vais bosser

Quand tombe la nuit, j'en suis malade
Sur la route près d'la mer du Nord
J'm'en vais bosser à Usinor
A Usinor, à Usinor
Dans ce bleu cratère qui sommeille
Dans cette barque aux coulées vermeilles
J'm'en vais bosser mes camarades (bis)

Mais j'ai la grogne la semaine de nuit
Vers deux heures j'ai le coup de pompe
Mes yeux papillottent comme on peut
Comme on peut, comme on peut
Pas tenir le coup sans bouffer
Je bois un litre de café
Mes yeux papillottent dans tout ce bruit (bis)

A 5 heures quand je quitte cet enfer
Je n'ai plus envie de dormir du tout
A 7 heures les gosses sont debout
Sont debout, sont debout
Pas moyen de dormir, je me relève
J'gueule, j'parle plus, est-ce que je rêve
A 7 heures une autre nuit m'enserre (bis)

Je me recouche dans l'après-midi
En ingurgitant des somnifères
Deux périactils ça calme mes nerfs
Calme mes nerfs, calme mes nerfs
Et l'docteur qui m'en conseille six
Mais demain c'est pas l'artifice
Deux périactils v'la le prix d'la vie (bis)

Quand tombe la nuit j'en suis malade
Sur la route près d'la mer du Nord
J'm'en vais bosser à Usinor
A Usinor, à Usinor
Dans ce bleu cratère qui sommeille
Dans cette barque aux coulées vermeilles
J'm'en vais bosser mes camarades (bis)

Denain, Dunkerque, Longwy solidaires

Oh la oh la Denain !

Refrain : Oh là, oh la, Denain qu'est ce qui se passe
qu'est ce qui se passe, qu'est ce qui se passe
Oh la, oh la, Denain, qu'est ce qui se passe.

Ce qui se passe c'est notre mort
Dit un délégué c'est la casse
Ils veulent notre peau on aurait tort
De ne pas sortir de cette mélasse (R)

Ils veulent l'arrêt des hauts-fourneaux
Donc l'arrêt de la cokerie
Ils se foutent bien mal de not'boulot
Y a qu'à voir leur artillerie (R)

Rien que 5 000 licenciements
C'est la mort de la raffinerie
Des p'tites entreprises pareillement
Des fournitures pour l'aciérie

Refrain : Oh la, oh la, Denain faut y aller, faut y aller
faut y aller
Oh la, oh la, Denain, faut y aller

On a occupé quelque temps
Mais y avait les fêtes qui venaient
On voulait pas l'pourrissement
On a préféré négocier (R)

C'est vrai qu'il y a du chômage
Les travailleurs perdent du salaire
On n'occupe plus et c'est dommage
Il faut surtout pas qu'on s'enterre (R)

On va pas rester dans son coin
Il faudrait frapper à la caisse
On va se donner les moyens
C'est fini le temps des promesses (R)

Car pour leur porter de gros coups
Y a que la solidarité
Entre ceux d'Dunkerque d'Fos et nous
Et ça ne fait que commencer

Refrain : Denain, Dunkerque, Longwy, solidaires
solidaires, solidaires

Thomson à Lesquin

Grève et occupation contre les licenciements

LA grève de l'usine Thomson de Lesquin (Nord) participe aussi au massacre général de l'emploi. Après 81 suppressions d'emploi (pré-retraites) en juillet dernier, c'est 488 licenciements qui sont annoncés aujourd'hui. Le patron se retranche, comme d'habitude, derrière l'alibi de la conjoncture : les ventes auraient ralenti alors que Thomson a vendu 500 000 frigos en 1978 (autant qu'en 1977) avec des effectifs moindres et du chômage partiel.

En fait, il s'agit d'une opération de restructuration capitaliste : faire produire plus avec moins d'hommes (augmentation des cadences, etc). D'ailleurs, un directeur de choc a été nommé exprès pour ça. Ce Le Pape a déjà pressuré les ouvriers des usines Thomson de La Roche et de Nevers. Il a déjà dit avec cynisme *« que l'usine ne pouvait plus maintenir son personnel, pour avoir une plus grande rentabilité »*.

Ce patron veut investir dans des modèles de frigos qui nécessitent moins de pièces, pour supprimer les catégories moyennes de travailleurs (P1 : soudeurs, extrudeurs, etc.) pour les remplacer par des OS, afin de faire produire autant ou plus avec du personnel déqualifié.

Thomson en profite pour faire une grande lessive. L'argument massue est qu'*« il faut rentabiliser ou on crève »*, alors que la Thomson a le monopole du frigo en France. La logique de la direction est toujours la même : Thomson a d'abord bouffé ses 25 concurrents pour en finir par un face à face avec Frimatic qu'elle a liquidé aussi. Il faut être « rentable ».

« Maintenant, si on veut survivre, il faut 488 licenciements » disent-ils avec l'arrière pensée d'arriver à 1 600 travailleurs en 1981 (contre 2 500 aujourd'hui), c'est-à-dire de procéder à 500 licenciements encore. Et après, quand ils seront 1 600 ? Combien de licenciements encore ?

Et quand il faudra fermer purement et simplement parce que le frigo ne sera plus « rentable » ? Tout cela est sans fin et n'obéit qu'à la logique capitaliste.

Le Programme commun n'aurait rien changé, on serait resté dans une structure capitaliste avec la même loi de la concurrence qui a toujours les mêmes conséquences pour *tous* les travailleurs dans l'Europe des requins.

1 500 000 frigos sont vendus en France chaque année et Thomson n'en produit que 500 000. Le reste provient d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne et des pays de l'Est. La Thomson a livré deux usines clé en main à l'URSS et à la Roumanie.

Pour Thomson, les frigos n'ont jamais été un secteur de pointe, elle utilise l'argent que cela lui rapporte pour investir dans d'autres branches : électronique, téléphonie (Ericsson-LTT).

Depuis un an, le chômage technique sévit : d'abord un jour, puis deux, maintenant six à huit jours par mois en moyenne. La direction fait des stocks soi-disant pour occuper le personnel, tout en trouvant le moyen d'augmenter les cadences (on est passé de 2 800 à 3 200 frigos par jour) en faisant chômer de plus en plus.

LA LUTTE

La direction convoque le comité d'entreprise fin décembre pour lui annoncer les licenciements. Il y eut aussitôt une assemblée générale du personnel, suivie d'une manifestation nombreuse dans Lesquin. Le Pape a été bloqué dans son bureau.

Les choses ont changé à partir du 15 février avec l'occupation du bureau du chef du personnel pour obtenir la liste des licenciés. Les travailleurs obtiennent une heure d'information payée suivie par 2 000 personnes. L'action régionale du 16 a été suivie à 80 %. Depuis mardi 20, ils sont pratiquement en grève illimitée. Ce jour-là, ils bloquent l'autoroute du Nord à Lesquin pendant une heure. Mercredi, ils occupent à nouveau le bureau de Le Pape qui doit s'expliquer devant le personnel et publier les listes. Tout de suite après, plus de 1 000 personnes se rendent à pied en manifestation jusqu'à Lille, bloquant l'autoroute pendant 2 h 30 et occupant la gare SNCF de Lille, ce qui montre bien la grande détermination des Thomson. Là, ils reçoivent une motion de soutien des travailleurs des PTT (Lille R.P. et C.C.P.). L'assemblée générale décide d'un piquet de grève pour le jeudi 22. L'usine est occupée. L'assemblée générale de lundi matin devait décider des perspectives de lutte.

Correspondant HR avec des délégués de l'intersyndicale CFDT-CGT

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Pour continuer à avoir du travail, les travailleurs de l'APC de Toulouse se mobilisent. Le 20 février, ils ont fait grève. Ci-dessus, les travailleurs avant le départ de la manifestation en ville commentent l'assemblée générale (Photo corrrespondant)

APC à Toulouse

Les travailleurs contre les répercussions du démantèlement

Depuis la journée d'action inter-trusts CDF-chimie (voir HR No 977), les menaces se précisent contre les travailleurs de l'APC.

Trois nouvelles filiales ont été créées à Toulouse, 135 travailleurs y travaillent, sans aucune garantie pour l'avenir. On parle de porter la préretraite à 55 ans avec 80 % du revenu.

La CGT et la CFDT analysent ainsi les mesures patronales : « On crée *des activités nouvelles qui utilisent peu de monde et on supprime d'autres qui occupent beaucoup d'emplois* ».

« De plus, chaque filiale aura sa politique de personnel et donc de salaire. Enfin, l'avenir de chaque filiale dépendra de ses résultats financiers et pourra ainsi être dissoute et son personnel licencié ».

Les droits des comités d'entreprise sont bafoués. A Asturonia, près de Bayonne, 110 personnes ont été licenciées sans que le comité d'entreprise ne soit averti, et encore moins, évidemment, les autres usines du trust.

Une victoire du 14 novembre aura été l'acceptation par la direction de CDF-Chimie de la création d'un comité central d'entreprise, réunissant des délégués des comités d'entreprise de toutes les filiales. Ceci permettrait une meilleure organisation au niveau du groupe.

LA GREVE DU 20

Elle a été préparée par les assemblées générales et des débrayages au cours de la semaine précédente, principalement dans les secteurs portés. Cela s'est ressenti sur la mobilisation et la participation des travailleurs de ce service à cette journée.

Cette journée avait pour but d'informer la population toulousaine.

Mais tout au long des discussions, aux portes de l'usine, à l'assemblée générale, au cours de la manifestation, ce qui était le plus discuté était comment s'unir, se mobiliser, quelle forme d'action suivre pour faire reculer la direction de CDF-Chimie, comment exprimer son soutien aux travailleurs de Saint-Avold ? Comment expliquer que si la grève était fortement suivie, la mobilisation sur place, pour cette manifestation, n'était pas tout à fait satisfaisante ?

La volonté des plus combatifs est d'aller vers des actions plus dures, menées au niveau de tout le trust. Lors d'une assemblée générale des postés, les discussions avaient porté sur la nécessité d'une meilleure information entre les usines, la solidarité avec Saint-Avold. Il est sûr que les luttes dans le trust comme dans d'autres secteurs et en particulier la sidérurgie ne pourront que redonner confiance dans la lutte aux travailleurs de l'APC.

Correspondant Toulouse

Avec le Parti

Région Languedoc-Roussillon

Communiqué du PCML

Du travail pour tous !

57 000 chômeurs dans le Languedoc-Roussillon en 1978. Dans le bâtiment et les travaux publics, après les licenciements massifs qui ont eu lieu depuis 1975 en particulier (Astre, Grasset-Masson, Fages, Allard, Génie civil de Lens, Fougerolles, Sormae, CIB et bien d'autres...), ce sont plus de 4 600 ouvriers du bâtiment qui sont à la recherche d'un emploi. Et les licenciements continuent !!

Les ouvriers des autres secteurs ne sont pas épargnés par les coups des capitalistes. Pour ne parler que des plus récents licenciements : Socremex à Clermont l'Hérault, Irrifrance à Paulhan dans l'Hérault ; des menaces sérieuses à Eurocéral (Vendargues 34) et aux poupées Bella à Perpignan.

Toute une ville attaquée par les licenciements de Vallourec à Besseges (30) et tout dernièrement 36 licenciements annoncés par le trust Nestlé à Libaron (Vauvert 30).

La liquidation des petits viticulteurs commencée d'il y a longue date ne cesse de s'accélérer et en Lozère par le barrage de Naussac, la Somival est en train d'exproprier et de chasser de nombreuses familles de paysans.

Les nombreux employés de notre région sont eux aussi confrontés aux détériorations des conditions de travail, de salaire et de vie. Il serait trop long d'énumérer tous les cas, mais nous citerons pour la seule ville de Montpellier la volonté dans la lutte des postiers et postières de Montpellier-préfecture, les grèves des veilleuses de nuit des hôpitaux, des chauffeurs de bus, des pompiers.

Enfin tout dernièrement déclenchée la lutte contre les fermetures de classes et les suppressions de postes d'enseignants qui est menée activement dans l'Hérault en particulier.

Les licenciements, le chômage ne sont pas une fatalité, c'est pour faire plus de profits que les capitaliste restructurent.

Dans la plupart des cas, les luttes contre les licenciements ont connu des difficultés, voire des échecs. Pourtant il est possible de gagner et nous devons tous travailler à créer les conditions de ces succès.

La force de la classe ouvrière, c'est son unité !

Cette unité, elle se forge dans et pour la lutte de classe contre les licenciements et le chômage en particulier.

Elle se forge aussi au sortir de l'isolement d'une entreprise, d'une ville, d'une région.

Elle se forge en développant la solidarité de la classe ouvrière autour des entreprises en lutte dans notre région, autour des sidérurgistes en lutte dans le Nord et l'Est aujourd'hui.

Voilà dans quel sens œuvre et œuvrera notre parti, à la mesure de ses forces mais de toutes ses forces.

C'est ainsi qu'il soutiendra toutes les initiatives qui iront dans le sens du renforcement de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité des ouvriers et petits paysans et de l'unité des autres travailleurs autour de la classe ouvrière dans la lutte contre les licenciements, le chômage, pour travailler et vivre au pays.

Comité de région (Languedoc-Roussillon) du PCML
Le 17 février 1979

BLOC-NOTES

PARIS XVIIIe
Meeting de soutien au Kampuchea démocratique victime de l'invasion soviéto-vietnamienne.

Dimanche 4 mars à 17 heures – Salle St-Bruno, rue St-Bruno, en face de l'église St-Bernard, au cœur du quartier de la Goutte d'or (métro Barbès ou La Chapelle).
Organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) du 18e. et avec la présence d'un représentant du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

MONTROUGE
Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Affiches chinoises à la MJC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises *« La Chine d'aujourd'hui »* vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

FRANCE-CAMBODGE

Des lecteurs nous ont écrit après la publication du communiqué de l'assemblée générale de France-Cambodge condamnant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique pour connaitre l'adresse de cette association en vue d'y adhérer. C'est bien volontiers que nous la leur communiquons. : Association France-Cambodge - 94, rue de Buzenval - 75020 Paris.

NOTE DE L'ADMINISTRATION

L'administration du quotidien rappelle à tous ses correspondants plusieurs règles simples, pour accélérer son travail et rendre plus facile sa tâche.

– 1. Quand vous envoyez de l'argent au journal (virement postal, chèque bancaire, mandat lettre, mandat carte) n'oubliez pas d'accompagner ceux-ci avec une feuille séparée indiquant à quoi correspond votre réglement (souscription, réglement de vente de l'Humanité rouge quotidien ou bimensuel, réglement de brochures, etc.) ne pas écrire ces indications au talon des mandats cartes, virement postaux et chèques bancaires, seule l'administration du journal est intéressée par ces renseignements.

– 2. Etre toujours précis dans vos commandes. *L'Humanité rouge* ne traite que les commandes concernant le quotidien, le bimensuel, les affiches centrales, les tracts, la souscription, les abonnements et c'est tout. Pour ce qui concerne d'autres revues ou publications, il faut s'adresser soit aux « Herbes sauvages », à *Prolétariat* ou à la *Faucille* en fonction des secteurs interesses.

– 3. Respecter les délais pour les réglements du matériel, notamment pour le bimensuel, pour la souscription, pour les cartes postales ou pour les calendriers.

– 4. Pour les commandes spéciales du quotidien ou bimensuel, le dernier délai pour les commandes est à 11 h 30 le jour de la sortie du quotidien demandé ou du bimensuel (le mardi).

– 5. Pour la correspondance, inscrire sur l'enveloppe si c'est pour la rédaction ou pour l'administration cela accélère l'acheminement de la correspondance.

– 6. S'il doit y avoir une correspondance commune rédaction-administration séparer les deux types de correspondance avec un enveloppe intérieure qui séparera les deux secteurs.

– 7. Pour les réabonnements, si vous n'utilisez pas les formules de réabonnement qui vous sont adressées une quinzaine je jours avant la fin de votre abonnement indiquez si vous vous réabonnez, qu'il s'agit d'un réabonnement, cela évite de retaper une carte qui existe déjà et qui est encore utilisable. (A moins d'un changement d'adresse bien sûr).

Toutes ces mesures simples bien appliquées éviteront les erreurs, les courriers aller et retour pour des demandes d'explication, les retards, confusions, perte de temps, perte d'efficacité.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Journées parlementaires du RPR

Mais pourquoi se précipitent-ils en Guadeloupe ?

Communiqué du Comité Exécutif de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens

A L'OCCASION des journées parlementaires du RPR à la Guadeloupe, nous publions un communiqué de l'Association générale des étudiants guadeloupéens. Réalisé lors de la conférence de Pointe-à-Pitre, en janvier, cet important communiqué n'a rien perdu de son actualité. Opérations publicitaires, tournées de ministres, réunions nationales et internationales visent à donner de la Guadeloupe l'image riante d'un paradis pour touristes. Ce texte révèle une réalité toute autre : celle d'une colonie pillée et opprimée par l'État français..

DEPUIS quelque temps, la Guadeloupe est à « l'honneur ». Plusieurs personnalités » françaises défilent dans notre pays. En septembre-octobre 1978 sont passés Paul Dijoud (secrétaire d'État aux DOM), Jean-Pierre Soisson (ministre de la Jeunesse et des Sports) ; puis plus récemment :

Novembre 1978 : Jacques Chirac, président du RPR, se rend en Guadeloupe ;

Décembre 1978 : Arrivée en Guadeloupe de la « grande course internationale de navigateur solitaire », baptisée « La route du rhum » ! ; tenue d'un colloque économique sur « le développement des Dom » ; grande opération publicitaire sur la baisse des tarifs Air-France sur les Antilles ;

5 et 6 janvier 1979 : Valéry Giscard d'Estaing, chef de l'État français, reçoit ses amis Carter (président des USA), Callaghan (premier ministre de la Grande-Bretagne) et Schmidt, chancelier de la RFA.

Mais pourquoi se précipitent-ils ainsi en Guadeloupe ? Pourquoi tout ce tapage publicitaire ?

Depuis plus de trois siècles, la Guadeloupe est une colonie de la France. La loi du 19 mars 1946 qui a changé le statut juridique de la Guadeloupe de colonie à département français ne peut cacher la réalité coloniale qui prévaut en Guadeloupe. La loi du 19 mars 1946 n'a pas apporté la liberté au peuple guadeloupéen.

LE COLONIALISME FRANÇAIS JETTE LES GUADELOUPÉENS DANS LA MISERE

L'économie de notre pays est totalement dépendante de celle de l'impérialisme français. Autrefois, la Guadeloupe ne devait produire que ce que la France ne pouvait produire : canne, banane, coton, café, cacao, vanille.

Mais depuis plusieurs années, pouvant se procurer ces produits agricoles à meilleur marché en Afrique, l'État français les a liquidés en Guadeloupe.

Aujourd'hui, il a entrepris de liquider la seule production qui subsiste : celle de la canne à sucre.

Le colonialisme français a ainsi jeté notre peuple dans une misère effroyable.

A tous les Guadeloupéens sans perspective, jetés au chômage, le colonialisme impose la solution de l'émigration en France.

Le gouvernement français cherche à faire croire aux travailleurs français que la Guadeloupe n'est d'aucun intérêt pour la France, qu'elle est au contraire un poids pour l'économie française ; que les Guadeloupéens vivent grâce aux impôts que paient la classe ouvrière et tous les travailleurs français. Mais cela est totalement faux !

UNE PLAQUE TOURNANTE

En réalité, la Guadeloupe est d'un grand intérêt économique et stratégique pour la France. Avec toutes les difficultés économiques que connait aujourd'hui la France capitaliste, il est certain que Giscard et sa bourgeoisie ne conserveraient pas la Guadeloupe pour de simples buts humanitaires, ils ne réprimeraient pas ceux qui revendiquent l'indépendance du pays ; Giscard n'est pas philantrope à ce point.

La Guadeloupe est pour la France une plaque tournante en direction des Caraïbes et de l'Amérique latine pour son commerce extérieur, son action culturelle, sa diplomatie. Présent le 2 janvier 1978 à la Guadeloupe, Jacques Barrot, ministre français du Commerce et de l'Artisanat, déclara :

« Je crois à la position que vous occupez dans les Caraïbes et face à l'Amérique. Dans les 20 ans qui viennent, l'Amérique du Sud va prendre un développement considérable. De ce fait, je sens que vous êtes infiniment plus présents dans la conscience métropolitaine ».

La Guadeloupe est également pour la France une base militaire où elle concentre d'importantes troupes.

Notre pays est aussi pour la France et le Marché commun un déversoir pour leurs multiples produits vendus à des prix excessivement élevés.

La Guadeloupe est donc un pays totalement dominé par l'État français.

LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE

Face à cette situation de domination, le peuple guadeloupéen a compris qu'il ne lui restait qu'une chose à faire, c'est de s'engager dans la lutte pour l'indépendance nationale. Il l'a fait hardiment ; et depuis huit ans, chaque année, la Guadeloupe est secouée par des mouvements de masse répétés, toujours plus puissants, menés par les vaillants syndicats UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe), UPG (Union des paysans pauvres de Guadeloupe), SGEG (Syndicat général de l'Education nationale en Guadeloupe), soutenus par une fraction importante du peuple, particulièrement les jeunes chrétiens du MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne) et de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne).

Devant cette montée des luttes, le colonialisme français a multiplié les manœuvres, alternant la démagogie et la répression ; président de la République et ministres se sont succédé en Guadeloupe, des promesses à la bouche ; Giscard a lancé la fameuse formule de *« départementalisation économique »* ; il a reconnu qu'il existait en Guadeloupe *« des séquelles du passé colonial, des privilèges que rien ne justifie »*.

La valse des préfets s'est accélérée : Brunon rappelé après les grandes grèves de 1971-1972-1973 ; Le Cornec après la vigoureuse protestation populaire de 1975 ; Aurousseau remplacé dans le contexte de lutte contre l'implantation en Guadeloupe de la Compagnie fruitière et pour le maintien de la culture de la canne à sucre ; bientôt, l'actuel préfet, Maillard, sera certainement chassé à son tour.

Pour mieux maintenir notre peuple sous sa domination, le colonialisme français a accentué sa politique d'assistance, octroyant des « aides » et subventions de toutes sortes (allocations femmes seules, allocations parents isolés, etc.). Il veut faire croire à notre peuple qu'il ne peut vivre sans la France, qu'il doit par conséquent rester sourd aux appels du camp patriotique guadeloupéen l'appelant à se mobiliser, à se préparer à la lutte pour libérer le pays.

Durant ces huit dernières années, l'impérialisme français a utilisé la répression comme forme d'intimidation ; il n'a pas osé opérer un massacre semblable à celui de 1967 ; disons aussi que les organisations patriotiques ont su plusieurs fois prévenir un tel massacre et agir en conséquence.

Mais toutes ces manœuvres ont échoué. Le peuple guadeloupéen est aujourd'hui bel et bien debout, la tête haute, et s'apprête à livrer des batailles toujours plus dures. Sa conscience révolutionnaire grandit.

La production de canne à sucre est liquidée aujourd'hui par le colonialisme français.

0

LA PEUR DU COLONIALISME FRANÇAIS

Le colonialisme français est pleinement conscient de l'avancée de la lutte du peuple guadeloupéen. Le développement du mouvement patriotique a posé comme tâche fondamentale pour lui aujourd'hu la liquidation de ce dernier. Largement battu aux dernières élections législatives, secoué par des contradictions internes, miné par des querelles de personnes plus arrivistes les unes que les autres, le P « C » G n'est plus pour l'impérialisme un « opposant » de taille ; bien au contraire. Il persévère dans sa pratique favorite de délation policière, aidant la réaction coloniale dans la répression.

Le 20 septembre 1978, le colonialisme français a tenté une nouvelle manœuvre d'intimidation, un nouveau test, en procédant à l'arrestation arbitraire de trois dirigeants syndicalistes de l'UPG, l'UGTG et du SGEG. Le formidable mouvement de protestation populaire qui s'en suivit l'obligea à libérer ces camarades après six jours d'incarcération.

A la lumière de tout cela, il est clair pour nous que le colonialisme français s'apprête à frapper un grand coup.Il commence donc à préparer l'opinion guadeloupéenne et surtout internationale. Il tente de faire croire à notre peuple que la France est soucieuse du développement économique du pays et du bonheur des Guadeloupéens : *« Voyez, dit-il, comme on s'intéresse à notre petite Guadeloupe ; vous verrez, les investisseurs viendront, le tourisme continuera à se développer, il y aura du travail pour tous, etc. »*.

En organisant la réunion du 6 janvier avec ses comparses allemands, américains et britanniques dans notre pays, l'impérialisme français cherche à montrer que la Guadeloupe est bien terre française (comme l'était hier l'Algérie !) ; que les Guadeloupéens se sentent tous Français, et que ceux qui chez nous revendiquent sont une infime minorité, des « fauteurs de troubles », des « irresponsables ».

Voilà donc pourquoi Giscard d'Estaing a choisi la Guadeloupe pour discuter de ses projets impérialistes avec Carter, Schmidt et Callaghan. C'est en outre une provocation, une atteinte à notre dignité. Giscard et Callaghan se permirent même de plaisanter de la façon suivante : *« Nous avons pris cette île à nos amis anglais, déclare Giscard ; nous vous la reprendrons, lui lance Callaghan »*.

La Guadeloupe appartient au peuple guadeloupéen et à personne d'autre.

Nous, étudiants guadeloupéens, tenons à informer l'opinion française et internationale que la Guadeloupe n'est pas terre française ; qu'en Guadeloupe, il y a un peuple qui se bat pour conquérir sa liberté. Nous condamnons les déclarations mensongères tendant à faire croire que notre peuple est heureux « dans l'ensemble français ».

— Ne vous laisser pas tromper par la propagande du colonialisme français sur la Guadeloupe !

— Soutenez la lutte du peuple guadeloupéen pour son indépendance nationale !

Le Comité exécutif
Secrétariat aux relations extérieures

NDLR : Le titre et les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.